

or pluralism or multiculturalism; as mentioned above; the issue is how to work toward social justice, to move beyond mundane notions of tolerance and respect, and to seek critical engagement.

This book would make an excellent addition for a curriculum, foundations or social studies methods text in education, and could also fit within an undergraduate or Master's-level sociology or political science program. The book exemplifies how complex policy development is, especially in relation to diversity, and how it is linked to socio-economic and political considerations. Although not a weakness, as it is covered in various ways, the next edition of this book might consider incorporating a chapter or two on: the notion of policy development itself within each context; the particularities influencing policy debates especially in relation to stakeholders; the media; and the formulation of power. Similarly, the book does not delve deeply into the subject of democracy and democratic education, which might be an interesting way to address the issues of political literacy and social justice that underpin any discussion of multicultural education. As a suggestion, I wonder if a series of questions at the end of each section might not be a helpful way of leading students into discussions related to policy. Having added these caveats, the book is well-structured, written and edited, and I would recommend it for use in both countries. It might be worth adding that the format of this book would be well suited to a series of comparative analyses, which would certainly be of interest to a range of people and disciplines.

La régionalisation au Québec : Les mécanismes de développement et de gestion des territoires régionaux et locaux, 1960–2006

Richard Morin
Montréal : Éditions Saint-Martin, 2007.

Recension par Luc Dancause

Cette plaquette constitue la mise à jour d'une brochure intitulée *La régionalisation au Québec. Contexte historique* et éditée une première fois en 1998 par les publications de l'Institut de formation en développement économique communautaire. Les chercheurs et praticiens qui s'intéressent au processus de régionalisation au Québec seront heureux de pouvoir compter sur cette nouvelle édition puisque de nombreux changements se sont opérés dans ce domaine depuis les dix dernières années, notamment sur le plan des modes d'intervention de l'État et de la réorganisation des activités gouvernementales.

Richard Morin, professeur au département d'études urbaines et touristiques à l'Université du Québec à Montréal, définit la régionalisation comme : « la prise en compte des spécificités régionales dans l'administration des affaires publiques » (p. 12), ce qui, pour lui, « englobe les politiques de développement de même que les opérations de déconcentration et de décentralisation » (ibid.). Pour lui, le processus de régionalisation observable au Québec varie selon le contexte. Au cours de chacune des trois grandes étapes qu'il décrit, l'État jouerait un rôle différent en matière de développement régional et local. L'auteur s'appuie, pour illustrer son point de vue, sur une analyse historique qui retrace ce processus depuis 1960 à travers l'évolution des différentes politiques de développement local et régional. Les opérations de déconcentration (présence en région d'antennes ministérielles, d'agences gouvernementales et de service public contrôlé par le central) et de décentralisation (transfert de responsabilités aux instances politico-administratives régionales et locales) menées par le gouvernement provincial sont aussi évoquées. Il démontre que l'État, qualifié d'interventionniste dans les années 1960, est devenu, au fil des années 1980-1990, moins centralisateur et s'est plutôt converti en « accompagnateur » des acteurs locaux. Au cours des dernières années, le gouvernement tendrait à repositionner l'État en cherchant la « modernisation » de ce dernier.

Morin structure l'ouvrage en deux chapitres. Le premier nous présente la toile de fond historique qui sous-tend le processus de régionalisation. L'auteur y brosse un bref portrait du contexte québécois qu'il divise en trois parties. En premier lieu, il décrit la période d'après-guerre (1945-1960), alors que le développement économique, stimulé par la demande extérieure en ressources naturelles, est surtout laissé à l'entreprise privée, tandis que les services sociaux et sanitaires sont à la charge des institutions religieuses, des organismes de charité ainsi que des municipalités. L'État limite alors son intervention à quelques secteurs tels que celui des infrastructures de transport et de l'administration de la Justice. Sur le plan social, l'auteur ne manque pas de souligner l'impact de la croissance démographique de même que la montée du syndicalisme. La seconde période qu'il évoque (1960-1975) est celle de l'apogée du fordisme (production standardisée et consommation de masse). Dans cette même période, on voit l'intervention accrue de l'État dans les secteurs de l'économie, la santé, l'éducation, la sécurité du revenu : c'est la Révolution tranquille. Morin rappelle l'émergence de nombreux mouvements sociaux. La troisième et dernière période (1975 à nos jours) correspond à la période de l'après-fordisme qui débute avec la crise de l'énergie. L'auteur soutient que cette période de restructuration économique entraîne une forte précarisation d'une partie de la main-d'œuvre ainsi que des problèmes de chômage et de pauvreté, ce qui explique l'émergence de nombreux organismes liés au développement économique et communautaire.

Dans le second chapitre, qui constitue le cœur du livre, l'auteur enchaîne avec la présentation des trois étapes qui ont marqué le processus de régionalisation depuis le début des années 1960. La première est celle des années 1960–1970. Réclamée par les acteurs régionaux qui ne bénéficient que d'une aide provenant du gouvernement fédéral, l'intervention de l'État québécois dans les régions prend une forme centralisée. De là, l'étiquette d'« État centralisateur » qu'on lui appose. L'État cherche alors à lutter contre les disparités régionales, entre autres, par l'instauration de régions administratives et par une intervention via l'Office de planification du Québec qui possède des antennes dans toutes les régions. Les actions gouvernementales procèdent à ce moment d'une stratégie de développement « du haut vers le bas », ce qui mènera, dans les années 1970, à une demande sociale croissante de développement « par le bas ».

La seconde étape qu'identifie l'auteur est celle des années 1980–1990 qui s'étend jusqu'aux années 2000. Le contexte de crise de la fin des années 1970 mène à une remise en question de l'État-providence qui conduira concrètement à d'importantes compressions sur le plan des dépenses. Selon la jolie formule de Morin (p. 56), le Québec ne se construit plus « mur-à-mur », mais plutôt « morceau par morceau ». L'État, sans abandonner complètement sa place au profit d'une gouvernance territoriale basée sur la négociation et la coopération entre les acteurs locaux et régionaux, se pose à ce moment davantage comme un accompagnateur qui offre un soutien technique et financier à ces acteurs. Selon l'auteur, le gouvernement tente, par la création des municipalités régionales de comté (MRC) ayant le mandat d'élaborer des schémas d'aménagement régionaux, de favoriser un espace territorial qui correspond davantage à la notion de « région d'appartenance » si on le compare au territoire des régions administratives qui se veut plutôt une « région fonctionnelle » (pp. 31–32). C'est également par le transfert de responsabilité vers les municipalités que le gouvernement provincial procède à la décentralisation au début des années 1980 puis de nouveau au début des années 1990. L'auteur nous rappelle que la réorganisation municipale, qui débute en 2000 et qui vise à contrer la fragmentation des agglomérations urbaines, s'inscrit dans la même dynamique.

Pour Morin, l'année 2003 constitue une année charnière en ce qui concerne le processus de régionalisation au Québec et marque du coup le début de la troisième période. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement du Parti libéral annonce sa volonté de « moderniser » l'État non seulement par la diminution des dépenses, mais également par un nouveau partage des responsabilités avec les régions et une plus grande responsabilisation des élus. L'auteur soutient ici que, quoi qu'en dise le gouvernement, la logique derrière les récentes réformes implantées, notamment dans le secteur de la santé et des services sociaux, est davantage axée sur la déconcentration que sur la décentralisation. Il estime que l'État semble de plus en plus tendre vers une gouvernance publique-privée. Morin souligne à ce sujet

qu'il s'en trouve dans la société civile pour dénoncer cet abandon par le gouvernement provincial du modèle québécois de concertation avec les grands acteurs sociaux.

L'évolution du processus de régionalisation au Québec ne s'arrête pas là. Morin termine son ouvrage par une série de questions fort pertinentes. Soulignons notamment celles reliées à la place accordée aux principaux acteurs (État, élus, fonctionnaires, entrepreneurs, société civile, etc.), aux échelles d'intervention les plus pertinentes en matière de développement économique et enfin à la place qui devrait être accordée aux régions, aux agglomérations, à l'économie marchande ainsi qu'à l'économie sociale.

Ce livre de Morin est excellent pour le lecteur qui veut se familiariser avec les jalons et les grandes tendances de la régionalisation au Québec depuis les années 1960. Il décrit de façon simple les différents organismes liés au développement local et régional ainsi que leurs fonctions et aide à comprendre comment se sont mises en place les différentes politiques gouvernementales. La qualité du vocabulaire et la structuration claire des chapitres rendent facile la lecture de l'ouvrage. Les trois tableaux synthèses (p. 30, 44 et 54) permettent au lecteur de prendre connaissance, en un coup d'œil, des principaux repères reliés au processus de régionalisation depuis 1960.

L'ouvrage de Morin risque de laisser sur leur faim les universitaires qui voudraient s'enquérir des débats en cours, en ce qui concerne l'évolution du processus de régionalisation au Québec. L'auteur se contente de décrire les grandes lignes de ce processus. Il aurait été intéressant, par exemple, de le voir expliquer comment sa conception de l'État dans l'histoire de la régionalisation se compare à celle que présentent d'autres auteurs. Nous pensons notamment à Yves Vaillancourt qui développe, entre autres, la notion d'« État stratège ». En fait, selon le point de vue où l'on se place, on peut dire que le côté descriptif de l'ouvrage constitue à la fois sa force et sa faiblesse. Sa faiblesse, car il n'offre pas de comparaison avec d'autres lectures du phénomène; sa force, car il permet de très bien comprendre l'évolution du processus de régionalisation au Québec.

Par ailleurs, Morin offre de nombreuses références permettant d'approfondir les aspects plus spécifiques qui n'ont pas été développés dans ce court ouvrage. Les informations contenues dans celui-ci constituent une solide base pour amorcer une réflexion sur le sujet. Avec l'accélération du processus de régionalisation que nous pouvons constater, il ne serait pas surprenant que d'ici quelques années, on demande de nouveau à Richard Morin de nous exposer sa vision des derniers développements en la matière.